



CTPD DU 19 JUIN 2007

Monsieur le Directeur,

Les représentants du SNADGI-CGT du LOT n'ont plus siégé à un CTPD depuis le 27 juin 2006. Les raisons essentielles de ce boycott ont été entre autre la remise en cause de la règle de l'ancienneté dans les affectations locales (la fameuse fiche N°3), les suppressions d'emplois massives, la stagnation du pouvoir d'achat des fonctionnaires de la DGI et le mépris du dialogue social.

Ce mouvement de contestation, parti de notre organisation nationale, a vite gagné les sections locales. Aujourd'hui l'inverse se produit. Bon nombre de sections locales ont décidé de maintenir le boycott des organes institutionnels locaux malgré la reprise délicate des négociations entre le DG et les organisations syndicales. Cela démontre que les agents attendent autre chose de la part du Directeur Général et de ses représentants locaux que de l'indifférence. Etant lucide sur la situation politique actuelle où notre nouveau Président de la République a tout fait pour stigmatiser les fonctionnaires et dresser une catégorie de gens contre une autre, les agents des impôts savent que l'avenir s'annonce difficile pour eux. Ils ont l'impression que tout est joué d'avance ; que le fameux dialogue social n'est en fait qu'un monologue où la Direction Générale et même les ministres continuent à prétendre que les réformes engagées sont utiles pour moderniser notre administration et son service public.

Mais les agents ne sont pas dupes, ils savent que les réformes sont là pour couvrir des suppressions massives d'emplois et sont convaincus que la défense du service public n'est pas le passe-temps favori de nos ministres.

Malgré cela, le dialogue social pourrait exister dans notre direction. J'emploie volontairement le conditionnel, car si cela fait un an que nous n'avons pas siégé au CTPD, ce qui me paraît une période assez longue, nous n'en avons raté que deux !. C'est dire l'importance que votre prédécesseur accordait au « dialogue social ». Quasi aucune entrevue à demande, aucune convocation des représentants syndicaux aux différents groupes de travail sur les réformes etc.. .

Pourtant notre syndicat ne se borne pas à critiquer ; nous sommes aussi une force de propositions :

- nous avons notamment travaillé dans ce sens sur un projet de maisons des finances, qui d'ailleurs a été repris par la Fédération CGT des Finances et a également suscité l'intérêt de nombreux élus locaux
- sur la souffrance au travail dont nous vous exposerons les conclusions avec les représentants du SNUI lors du prochain CHS.

Aujourd'hui, nous sommes présents au CTPD dans un esprit d'ouverture ne voulant pas juger un directeur sur le travail de son prédécesseur. Nous savons que vous êtes ici pour appliquer les directives politiques fixées par le ministère mais nous avons l'espoir que vous le fassiez de la manière la plus humaine possible pour tous les agents de notre direction. Nous avons fait le premier pas pour la reprise du dialogue social sans pour autant laisser de côté nos convictions. Nous combattons toujours les suppressions d'emplois, la gestion hasardeuse des personnels lors des mouvements locaux, les non-revalorisation des salaires, pour essayer d'œuvrer dans l'intérêt des agents.